

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 2211

30 AVRIL 1985. — Décret accordant aux pouvoirs locaux
des subsides relatifs aux travaux de voirie et aux acquisitions d'immeubles destinés à des fins publiques (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret est applicable à l'octroi de subventions par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public.

Art. 2. Peuvent bénéficier des subventions de la Région pour des investissements d'intérêt public, les personnes morales suivantes ci-après dénommées demandeurs :

- 1° les Provinces;
- 2° les Communes;
- 3° les Associations de communes;
- 4° les Centres publics d'aide sociale;
- 5° les Fabriques d'église et autres personnes juridiques qui gèrent des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus;
- 6° les personnes juridiques qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;
- 7° les Wateringues;
- 8° les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique dotés de la personnalité juridique en application de la loi du 27 juin 1921;
- 9° toute autre personne de droit public désignée par l'Exécutif.

Art. 3. L'Exécutif Régional Wallon arrête :

1. la nature des investissements susceptibles d'être subventionnés;
2. la destination ou l'usage des biens qui peuvent faire l'objet d'une subvention;
3. les conditions particulières d'octroi et la procédure d'introduction des demandes;
4. le taux triennal uniforme de subventions.

Art. 4. L'octroi des subventions prévues à l'article 3 est subordonné à :

1. l'établissement d'un programme triennal par les demandeurs;
2. la conclusion d'une convention-type entre le demandeur et l'auteur de projet public ou privé;
3. à l'exclusion d'autres subventions accordées en vertu d'autres décrets organiques régionaux ou de leurs arrêtés d'application.

Art. 5. La convention-type reprend les conditions fixées par arrêté de l'Exécutif concernant l'octroi des subventions, précise le contenu et la forme des demandes et détermine les délais à respecter.

Art. 6. Le programme triennal comprend notamment :

- la délibération du maître de l'ouvrage qui approuve le programme, choisit le mode de passation des marchés et sollicite les subventions;
- un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser;
- une note justificative des options retenues ainsi que des priorités envisagées;
- une estimation des coûts et des charges d'exploitation;
- le délai de réalisation.

Art. 7. Le programme triennal est approuvé par l'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue.

Cette approbation porte sur la valeur technique des investissements prévus.

L'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue apprécie en outre la capacité financière du demandeur en regard des travaux prévus et des charges éventuelles d'exploitation.

Art. 8. L'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue statue dans les quarante jours ouvrables de la réception du programme. Il peut, par décision motivée prise avant l'expiration du délai, le prolonger une seule fois pour un nouveau délai de quarante jours ouvrables maximum.

A défaut de notification par l'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'expiration des délais visés à l'alinéa 1er, le programme est réputé subsidiable. La notification de l'approbation emporte la promesse de principe d'octroi des subventions pour les investissements présentés dans le programme.

Cette promesse vaut à concurrence du montant maximum prévu pour chacun de ces investissements à l'intérieur du programme triennal. Ce montant peut être revu annuellement par l'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue.

Art. 9. Le demandeur soumet à l'approbation de l'Exécutif ou du Ministre qu'il délègue chaque projet d'investissement définitif qui comprend en outre le dossier relatif à l'attribution du marché.

Ce projet définitif est soumis à la même procédure d'approbation par l'Exécutif que celle prévue à l'article 8 ci-dessus. La notification au demandeur de l'approbation du projet définitif par l'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue emporte la promesse ferme d'octroi de la subvention.

Art. 10. Les travaux qui n'ont pas été repris dans le programme triennal et qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, peuvent faire l'objet d'une promesse ferme d'octroi de la subvention s'ils sont nécessités par un cas fortuit et de force majeure.

Art. 11. L'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue exerce le contrôle technique des programmes et des projets définitifs; toutefois, il peut déléguer aux Gouverneurs de province le contrôle technique des projets introduits par les demandeurs à la condition que la Province ne soit ni maître d'ouvrage ni auteur de projet.

Art. 12. A l'expiration de la période couverte par le programme triennal, les demandes de subventions pour lesquelles la promesse ferme d'octroi n'a pas été accordée deviennent caduques.

Art. 13. § 1er. Par dérogation aux articles 82bis, 86, 87 de la loi communale, la tutelle est exercée par l'Exécutif ou le Ministre qu'il délègue lorsqu'il approuve les programmes et les projets définitifs.

§ 2. Par dérogation à l'article 76 de la loi communale, la promesse ferme d'octroi de subvention emporte approbation de l'emprunt à contracter pour la réalisation des travaux.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil, 94 (1983-1984), nos 1 à 8.
Compte-rendu intégral. — Séance publique du 29 avril 1985. — Discussion.
Compte-rendu intégral. — Séance publique du 30 avril 1985. — Vote.

Art. 14. Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par l'Exécutif.

Art. 15. Le présent décret abroge, pour la Région Wallonne, la loi du 20 février 1978 relative à la subvention de l'Etat à certains investissements d'intérêt public.

Art. 16. § 1er. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1986.

§ 2. L'Exécutif détermine les modalités d'examen des demandes de subventions introduites avant le 1er janvier 1986.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,
J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2211

30. APRIL 1985

Dekret, mit dem den lokalen Behörden Zuschüsse bezüglich der Strassenarbeiten und der Ankäufe von Gebäuden, die für öffentliche Zwecke bestimmt sind, gewährt werden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Das vorliegende Dekret ist anwendbar auf die Fälle, in denen die Wallonische Region Zuschüsse für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt.

Art. 2. Folgende juristische Personen, nachstehend Antragsteller genannt, können für gemeinnützige Investitionen Zuschüsse von der Region erhalten:

1. die Provinzen;
2. die Gemeinden;
3. die Gemeindevereinigungen;
4. die Öffentlichen Sozialhilfezentren;
5. die Kirchenfabriken und anderen juristischen Personen, die die zur Ausübung der anerkannten Kulte notwendigen unbeweglichen Güter verwalten;
6. die juristischen Personen, die die zur Ausübung der weltlichen Moral notwendigen Güter verwalten;
7. die Polderentwässerungen;
8. die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die gemeinnützigen Einrichtungen, die in Anwendung des Gesetzes vom 27. Juni 1921 mit der Rechtspersönlichkeit versehen sind;
9. jede andere durch die Exekutive benannte Person öffentlichen Rechts.

Art. 3. Die Wallonische Regionalexekutive legt folgendes fest:

1. die Natur der Investitionen, die bezuschusst werden können;
2. die Bestimmung oder die Verwendung der Güter, die Gegenstand eines Zuschusses sein können;
3. die besonderen Gewährungsbedingungen und das Verfahren für die Einreichung der Anträge;
4. den dreijährigen Einheitssatz der Zuschüsse.

Art. 4. Die Gewährung der in Artikel 3 vorgesehenen Zuschüsse ist abhängig von:

1. der durch die Antragsteller vorgenommenen Aufstellung eines Dreijahresprogrammes;
2. dem Abschluss eines Musterabkommens zwischen dem Antragsteller und dem Urheber des öffentlichen oder privaten Projektes;
3. dem Ausschluss von anderen Zuschüssen, die aufgrund anderer regionaler Grunddekrete oder deren Anwendungserlasse gewährt werden.

Art. 5. Das Musterabkommen enthält die durch Erlass der Exekutive festgelegten Bedingungen bezüglich der Bewilligung der Zuschüsse, gibt den Inhalt und die Form der Anträge an und legt die einzuhaltenden Fristen fest.

Art. 6. Das Dreijahresprogramm umfasst insbesondere:

- den Beschluss des Bauherrn, der das Programm genehmigt, die Art und Weise des Abschlusses der Geschäfte wählt und die Zuschüsse beantragt;

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Dokumente des Rates, 94 (1983-1984), Nrn. 1 bis 8.

Ausführlicher Bericht — Öffentliche Sitzung vom 29. April 1985. — Diskussion.

Ausführlicher Bericht — Öffentliche Sitzung vom 30. April 1985. — Abstimmung.

— eine genaue Beschreibung der Ortlichkeiten und der auszuführenden Arbeiten;
 — eine Rechtfertigung der festgehaltenen Möglichkeiten sowie der berücksichtigten Vorränge;
 — eine Schätzung der Kosten und der betrieblichen Aufwendungen;
 — die Ausführungsfrist.

Art. 7. Das Dreijahresprogramm wird von der Exekutive oder von dem Minister, den diese damit beauftragt, genehmigt.

Diese Genehmigung bezieht sich auf den technischen Wert der vorgesehenen Investitionen.

Die Exekutive oder der Minister, den diese damit beauftragt, schätzt ausserdem die Finanzkraft des Antragstellers angesichts der vorgesehenen Arbeiten und der eventuellen betrieblichen Aufwendungen.

Art. 8. Die Exekutive oder der Minister, den diese damit beauftragt, trifft eine Entscheidung innerhalb vierzig Werktagen ab Empfang des Programms. Durch einen begründeten Beschluss, den sie bzw. er vor Ablauf der Frist fasst, kann sie bzw. er diese ein einziges Mal für eine neue Frist von höchstens vierzig Tagen verlängern.

Falls die Exekutive oder der Minister, den diese damit beauftragt, innerhalb fünfzehn Werktagen nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Fristen keine Entscheidung getroffen hat, gilt das Programm als bezuschussbar. Die Zustellung der Genehmigung zieht das Grundsatzversprechen der Gewährung der Zuschüsse für die im Programm dargelegten Investitionen nach sich.

Dieses Versprechen gilt bis zu dem Höchstbetrag der für jede dieser Investitionen im Dreijahresprogramm vorgesehen ist. Dieser Betrag kann jährlich von der Exekutive oder von dem Minister, den diese damit beauftragt, überprüft werden.

Art. 9. Der Antragsteller legt der Exekutive oder dem Minister, den diese damit beauftragt, jedes endgültige Investierungsprojekt, das ausserdem die Akte über die Vergabe des Auftrags enthält, zur Genehmigung vor. Dieses endgültige Projekt wird, was die Genehmigung der Exekutive betrifft, dem gleichen Verfahren unterzogen wie demjenigen, das vorstehend in Artikel 8 vorgesehen ist. Die Zustellung der Genehmigung, die die Exekutive oder der von dieser damit beauftragte Minister für das endgültige Projekt gibt, zieht das feste Versprechen der Gewährung des Zuschusses nach sich.

Art. 10. Die Arbeiten, die nicht in dem Dreijahresprogramm aufgeführt worden sind und die bei dessen Ausarbeitung nicht vorhersehbar waren, können den Gegenstand eines festen Versprechens der Gewährung des Zuschusses bilden, wenn sie aufgrund eines Zufalls und eines Falles höherer Gewalt erforderlich sind.

Art. 11. Die Exekutive oder der Minister; den diese damit beauftragt, übt die technische Kontrolle der Programme und der endgültigen Projekte aus; sie bzw. er kann jedoch die Provinzgouverneure mit der technischen Kontrolle der von dem Antragsteller eingereichten Projekte beauftragen, unter der Bedingung, dass die Provinz weder Bauherr noch Urheber des Projektes ist.

Art. 12. Nach Ablauf der im Dreijahresprogramm vorgesehenen Periode werden die Anträge auf Zuschüsse, für die das feste Gewährungsversprechen nicht erteilt worden ist, hinfällig.

Art. 13. § 1. In Abweichung von den Artikeln 82bis, 86, 87 des Gemeindegesetzes wird die Aufsicht von der Exekutive oder von dem von dieser damit beauftragten Minister ausgeübt, wenn diese bzw. dieser die Programme und die endgültigen Projekte genehmigt.

§ 2. In Abweichung von Artikel 76 des Gemeindegesetzes zieht das feste Versprechen der Zuschussgewährung die Genehmigung der Anleihe mit sich, die für die Ausführung der Arbeiten aufgenommen werden muss.

Art. 14. Vorschüsse auf den Betrag der Zuschüsse können unter den durch die Exekutive festgelegten Bedingungen gewährt werden.

Art. 15. Das vorliegende Dekret hebt das Gesetz vom 20. Februar 1978 bezüglich des Staatszuschusses für gemeinnützige Investitionen für die Wallonische Region auf.

Art. 16. § 1. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1986 in Kraft.

§ 2. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten der Untersuchung der vor dem 1. Januar 1986 eingereichten Anträge auf Zuschuss.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, am 30. April 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
 J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
 beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
 A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
 Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
 der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,
 M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,
 V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
 J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 2211

30 APRIL 1985. — Decreet houdende verlening aan de lokale besturen van toelagen met het oog op de uitvoering van wegenwerken en de verwerving van onroerende goederen bestemd voor openbare doeleinden (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij. Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het verlenen van toelagen door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut.

Art. 2. Kunnen toelagen van het Waalse Gewest voor investeringen van openbaar nut genieten de volgende rechtspersonen, hierna genoemd aanvragers :

- 1° de Provincies;
- 2° de Gemeenten;
- 3° de Verenigingen van gemeenten;
- 4° de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;
- 5° de Kerkfabrieken en andere rechtspersonen die voor de uitvoering van de erkende erediensten nodige onroerende goederen beheren;
- 6° de rechtspersonen die voor de uitoefening van de lekenmoraal nodige onroerende goederen beheren;
- 7° de Wateringen;
- 8° de verenigingen zonder winstoogmerk en de inrichtingen van openbaar nut die krachtens de wet van 27 juni 1921 rechtspersoonlijkheid hebben;
- 9° alle andere door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke personen.

Art. 3. De Executieve bepaalt :

1. de aard van de voor toelage in aanmerking komende investeringen;
2. de bestemming of het gebruik van de goederen waarvoor een toelage kan worden verleend;
3. de bijzondere toekenningsvoorwaarden en de procedure inzake indiening van de aanvragen;
4. het uniform driejaarlijks bedrag van de toelagen.

Art. 4. Het verlenen van de in artikel 3^o bedoelde toelagen wordt afhankelijk gemaakt van :

1. het opmaken van een driejarig programma door de aanvragers;
2. het sluiten van een type-overeenkomst tussen de aanvrager en de openbare of privé-ontwerper;
3. het niet bestaan van andere toelagen verleend krachtens andere organische gewestdecreten of besluiten tot toepassing ervan.

Art. 5. De type-overeenkomst vermeldt de door besluit van de Executieve vastgestelde voorwaarden inzake verlening van de toelagen, alsmede de inhoud en de vorm van de aanvragen en bepaalt de in acht te nemen termijnen.

Art. 6. Het driejarig programma omvat inzonderheid :

- de beslissing van de bouwheer die het programma goedkeurt, de wijze van gunning van de opdrachten bepaalt en de toelagen aanvraagt;
- een beschrijving van de plaats en van de uit te voeren werken;
- een verantwoordingsnota over de gemaakte keuzen en de voorgenomen prioriteiten;
- een raming van de kosten en van de exploitatielasten;
- de termijn van uitvoering.

Art. 7. Het driejarige programma wordt door de Executieve of door de door haar gemachtigde Minister goedgekeurd.

Die goedkeuring heeft betrekking op de technische waarde van de geplande investeringen.

De Executieve of de door haar gemachtigde Minister beoordeelt bovendien de financiële mogelijkheden van de aanvrager ten aanzien van de geplande werken en de eventuele exploitatielasten.

Art. 8. De Executieve of de door haar gemachtigde Minister doet uitspraak binnen veertig werkdagen na ontvangst van het programma. Zij of hij kan, bij een met redenen omklede beslissing genomen vóór het verstrijken van de termijn, die termijn éénmaal verlengen voor een tijd van ten hoogste veertig werkdagen.

Bij ontstentenis van kennisgeving door de Executieve of door de door haar gemachtigde Minister vijftien werkdagen na het verstrijken van de in de eerste lid bedoelde termijnen, wordt het programma geacht voor toelage in aanmerking te komen. De kennisgeving van de goedkeuring sluit de principiële belofte in dat de toelagen zullen worden verleend voor de in het programma voorgestelde investeringen.

Deze belofte geldt tot beloop van het maximum-bedrag dat voor elke van die investeringen in het driejarig programma is bepaald. Dit bedrag kan ieder jaar door de Executieve of door de door haar gemachtigde Minister worden herzien.

Art. 9. De aanvrager legt ter goedkeuring van de Executieve of van de door haar gemachtigde Minister elk definitief investeringsprogramma voor dat voorts het dossier betreffende de toewijzing van de opdracht omvat.

Dit definitief ontwerp wordt door de Executieve aan dezelfde goedkeuringsprocedure onderworpen als die bepaald in artikel 8. De kennisgeving aan de aanvrager van de goedkeuring van het definitief ontwerp door de Executieve of door de door haar gemachtigde Minister sluit de vaste belofte in dat de toelage zal worden verleend.

Art. 10. De werken die niet in het driejarig programma zijn opgenomen en die bij het opmaken ervan niet te voorzien waren kunnen het voorwerp zijn van een vaste belofte van verlening van de toelage als zij noodzakelijk zijn in gevolge een door overmacht veroorzaakt toeval.

Art. 11. De Executieve of de door haar gemachtigde Minister oefent de technische controle op de definitieve programma's en ontwerpen uit; zij of hij kan echter aan de Provinciegouverneurs de technische controle op de door de aanvragers ingediende ontwerpen opdragen, op voorwaarde dat de Provincie noch de bouwheer, noch de ontwerper is.

Art. 12. Bij het verstrijken van de periode waarop het driejarig programma slaat, vervallen de toelagenaanvragen waarvoor geen vaste belofte van toekenning werd gedaan.

Art. 13. § 1. In afwijking van de artikelen 82bis, 86 en 87 van de gemeentewet wordt het toezicht door de Executieve of de door haar gemachtigde Minister uitgeoefent wanneer zij of hij de definitieve programma's en ontwerpen goedkeurt.

§ 2. In afwijking van artikel 76 van de gemeentewet geldt de vaste belofte van toelage als goedkeuring van de voor de uitvoering van de werken aan te gane lening.

(1) Zitting 1984-1985.

Stukken van de Raad. — 94 (1983-1984), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 29 april 1985. — Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 30 april 1985. — Stemming.

Art. 14. Voorschotten op het bedrag van de toelagen kunnen onder de door de Executieve bepaalde voorwaarden verstrekt worden.

Art. 15. Door dit decreet wordt, voor het Waalse Gewest, de wet van 20 februari 1978 op de rijkstoelagen voor sommige investeringen van openbaar nut, opgeheven.

Art. 16. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1986.
§ 2. De Executieven bepaalt de wijze waarop de vóór 1 januari 1986 ingediende toelageaanvragen worden behandeld.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 april 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest
voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,
J. MAYENCE-GOOSSENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 2212 (85 — 2019)

30 AOUT 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1983
portant fixation du cadre de la Radio-Télévision belge de la Communauté française. — Errata

Moniteur belge du 11 octobre 1985, page 14902, les 2e, 30e et 45e lignes sont à remplacer par les suivantes :

Premier producteur/Secrétaire de rédaction//Chef de production/Rédacteur en chef	13
Secrétaire d'information ou secrétaire d'information principal ou secrétaire d'information en chef (a)	5
Informaticien//Ingénieur/Ingénieur principal	8

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 2212 (85 — 2019)

30 AUGUSTUS 1985. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1983 houdende vaststelling van het personeelskader van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 11 oktober 1985, blz. 14904, de 56e regel moet vervangen worden door de volgende :

<i>Informaticus//Ingenieur/Eerstaanwezend ingenieur</i>	8
---	---